

II. Points d'appui contre les dominations du dollar

Yves Dimicoli

La baisse du dollar engendre cependant le développement de forces de rappel.

Elle donne plus de compétitivité-prix aux exportations américaines de marchandises et de services. Pour les dix premiers mois de l'année 2007, le déficit commercial des Etats-Unis s'est chiffré à 587 milliards de dollars, en diminution de 53 milliards par rapport à la même période de 2006.

Certes, cette amélioration est due, pour une part, au ralentissement de la demande intérieure freinant les importations Outre-Atlantique, mais aussi à un début de redressement des exportations. Au troisième trimestre 2007, en effet, les ventes à l'étranger des Etats-Unis ont fait un bond de 16,2%.

Aussi, malgré l'augmentation de la facture pétrolière, les Etats-Unis pourraient bien réduire – certes de façon légère – leur déficit sur l'ensemble de l'année 2007, ce qui serait une première depuis six ans.

L'Union européenne, avec un « euro fort » qui ne cesse de s'apprécier, dans ces circonstances, face au dollar, prend de plein fouet ce surcroît de compétitivité des exportations américaines, mais aussi des exportations des pays dont la monnaie est indexée sur le dollar US.

En son sein, la France y est particulièrement exposée. Elle présente une spécialisation par produits proche de celle des Etats-Unis comme l'indiquent, par exemple, les difficultés rencontrées par Airbus, face à Boeing et que les dirigeants de l'avionneur européen prétendent ne pouvoir régler qu'en envisageant de délocaliser.

Une autre force de rappel tient au fait que la dépréciation du dollar rend moins onéreuse l'acquisition par des non-résidents d'entreprises localisées aux Etats-Unis et en zone dollar.

C'est là une puissante incitation dont disposent les Etats-Unis pour attirer les capitaux du monde entier et faire financer par l'extérieur l'essor de leurs propres capacités de production, de recherche et de qualifications.

Cet avantage de domination, grâce aux privilèges du dollar, permet aux Etats-Unis de maintenir une forte avance technologique face à leurs concurrents.

Les rachats d'entreprises américaines par des non-résidents se font d'autant plus volontiers, dans ces conditions, que l'accès au crédit y est plus facile et les contraintes de débouché moins étroites que dans les pays qui, tels les membres de la zone euro, sont confrontés à des taux d'intérêt relativement élevés et à une croissance durablement ralentie du fait des orientations de la BCE, au service de la domination des

marchés financiers, et du pacte de stabilité européen. C'est ainsi que, dans un récent rapport, The Economist Intelligence Unit (EIU) et l'Université de Columbia (5) montrent que les Etats-Unis, en 2005 et 2006, sont ceux qui ont attiré le plus d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde: 183,6 milliards de dollars, devant la Grande-Bretagne (137,7), la Chine (76,1), la France (72,5)... Ils anticipent que, toutes choses égales d'ailleurs, les Etats-Unis devraient continuer d'être largement la première destination d'IDE dans le monde sur la période 2007-2011.

De son côté, la CNUCED (6), indique que l'Union européenne s'affirme comme la source principale d'IDE dans le monde, pesant pour près de la moitié des flux sortants, la France arrivant en tête, devant l'Espagne et le Royaume-Uni.

La BCE (7), enfin, note que les Etats-Unis représentent, avec 20% du stock fin 2006, le deuxième pays d'accueil des IDE provenant de l'Union européenne.

Une troisième force de rappel tient aux actifs détenus par les Etats-Unis à l'étranger. Ils sont plus rentables que ceux détenus par les étrangers Outre-Atlantique. Le rendement de ces actifs serait supérieur de 3% aux intérêts que les Etats-Unis doivent payer sur leur dette externe. Pour 10 000 milliards de dollars de dettes cumulées, les Etats-Unis disposent de 7 000 milliards de dollars d'actifs à travers le monde, libellés en autres devises (8). Quand le cours du dollar est à la baisse, le stock et le rendement de ces actifs tendent à se valoriser pour leurs détenteurs américains. Ce mouvement dans la valorisation des actifs et passifs extérieurs a conduit, pour l'heure, à une relative stabilisation à très haut niveau de la position nette des Etats-Unis.

Enfin, il y a toujours la possibilité pour les Etats-Unis de relever les taux d'intérêt en cas de trop fortes turbulences, scénario de « guerre monétaire » que tendent à sous-estimer les promoteurs d'un euro, conçu, avant tout, comme rival du dollar pour l'attraction des capitaux et dont, sans doute, l'Union européenne elle-même pâtirait beaucoup, une récession mondiale étant alors au rendez-vous.

Cinq processus et points d'appui pour des transformations

Certes, les initiatives que vont prendre les Etats-Unis, avec d'autres Etats, pourraient freiner, puis stopper, voire, un temps, inverser le mouvement actuel de chute marquée du dollar.

Cependant, elles n'endigeraient pas les tendances et

antagonismes de fond poussant à la dépréciation de cette monnaie avec, au cœur, le déficit des paiements courants et la dette extérieure.

Pour autant, on peut penser que les fortes turbulences actuelles pourraient être surmontées et, malgré un freinage de la croissance au premier semestre 2008 - qui pourrait être sensible outre-atlantique - le cycle de moyenne période en cours se poursuivrait jusqu'à son terme, vers 2010-2012, sauf accident grave.

Face au ralentissement à l'œuvre, la fuite en avant dans la domination du dollar et des marchés financiers pourrait, en effet, accompagner une vague d'investissements des groupes dans de nouvelles générations de technologies informationnelles, plus économes en moyens, pour accélérer les gains de productivité, tandis que s'accroîtrait encore le mouvement de «fusions et acquisitions» des multinationales.

Cela précipiterait vers une nouvelle récession mondiale, du fait d'un rejet accru des salariés dans le chômage et la précarité, d'une insuffisance criante des dépenses de formation et de la demande globale, et d'une relance de l'accumulation financière bien plus rapide encore que la croissance réelle.

À l'horizon 2010-2012 se produirait, donc, une nouvelle et forte explosion de la suraccumulation de capital matériel et financier aux Etats-Unis, mais aussi dans les pays émergents, à commencer par la Chine, pour l'heure si dépendante de la croissance américaine. Une crise aiguë de la domination du dollar pourrait alors faire s'exaspérer le besoin de transformations majeures du système monétaire international, sur fond de bras de fer entre les Etats-Unis, la Chine et d'autres pays émergents.

Dans ces difficultés, l'attitude de l'Union européenne et le choix de ses alliances internationales, en liaison avec ses propres enjeux sociaux, seraient décisifs. Le système de domination du dollar, dans ce contexte, va se heurter à des limites qui vont le rendre absolument insupportable à toute l'humanité, tandis que les motifs de défiance à son encontre vont prendre une ampleur sans précédent. Cinq indicateurs au moins appuient cette hypothèse.

■ Premier processus et point d'appui : l'évolution des flux nets d'investissements directs à l'étranger.

Certes, les Etats-Unis demeurent la première destination mondiale. Mais, outre qu'ils continuent d'investir plus à l'étranger qu'ils n'arrivent à attirer d'investissements de l'étranger, le financement du déficit de leur compte courant dépend de plus en plus du soutien du dollar par les banques centrales des pays émergents, la Chine principalement(9).

Selon l'OCDE(10), en effet, les Etats-Unis ont beaucoup accru leur «attractivité» depuis 2003. Cependant, en net des sorties, le solde cumulé entre 2002 et 2006 est négatif (-332,2 milliards).

Simultanément, la rivalité d'attraction s'accroît avec l'Union européenne au prix, d'ailleurs, d'un chômage et d'un retard de croissance énorme de ce côté-ci de l'Atlantique. Si, en 2000, celle-ci a investi 251 milliards de dollars aux Etats-Unis au titre des IDE, en

2006, ces derniers ne se sont élevés qu'à 122 milliards de dollars. Et, sur les six premiers mois de l'année 2007, on n'en aurait comptabilisé que 12,1 milliards de dollars. Par contre, les IDE américains vers l'Europe, au cours de ces trois périodes, se seraient élevés, respectivement à 77, puis 127 et 85 milliards de dollars (11).

■ Deuxième processus et point d'appui

La part du dollar dans les réserves de change mondiales a continué de baisser au 3ème trimestre 2007 à 63,8% contre 65% au deuxième trimestre et 66,5% au troisième trimestre 2006, comme l'a indiqué le Fonds Monétaire International (FMI) le 28 décembre dernier. En revanche, la part des réserves en euros n'a pas cessé de croître: elle atteint désormais 26,4% contre 25,5% au dernier trimestre et 24,4%, un an auparavant.

Certes, il serait prématuré de dire dans quelle mesure cette tendance est durable. Elle exprime certes les efforts de diversification de nombreuses banques centrales, asiatiques et moyen-orientales notamment, pour leurs réserves en devises, face à l'affaiblissement du dollar qui leur fait encourir des pertes. Mais cela se fait sur la base d'efforts de promotion de l'euro, comme monnaie de réserve internationale, rivale du dollar, qui affaiblissent gravement les capacités humaines et la production de richesses réelles dans les pays de l'Union européenne et, sur cette base, poussent, contradictoirement, aux exportations de capitaux vers les pays en avance technologique et en croissance soutenue, les Etats-Unis particulièrement. Cela étant, cette diversification recherchée, par nombre de banques centrales des pays émergents particulièrement, confirme le besoin de coopération monétaire internationale nouvelle, au lieu de l'enfermement dans le système du dollar auquel pousse, en réalité, la rivalité d'attraction développée avec l'euro tel qu'il a été conçu et lancé.

■ Troisième processus et point d'appui : la crise du Fonds monétaire international dominé par le dollar et la tendance à la formation de systèmes monétaires régionaux faisant progresser le besoin d'une monnaie commune mondiale de coopération (12).

Le FMI et la Banque mondiale, institutions-clef du système monétaire international dominé par le dollar sont confrontés désormais à une grave crise existentielle. C'est patent s'agissant du FMI dont Paul Boccara a pu montrer qu'il connaît «une crise (multiple) d'efficacité, de représentativité, de rejet et d'illégitimité» (13) L'auteur avance des propositions de réformes radicales alternatives aux efforts contradictoires de replâtrage dans lesquels semble s'engager le social-libéral D. Strauss-Kahn.

Allant dans ce sens, la création le 9 décembre dernier d'une «Banque du Sud» par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Equateur, le Paraguay et le Venezuela à Buenos Aires constitue un événement considérable. Selon son document constitutif «l'intégration sud-américaine doit construire, pour les peuples de la région, un espace consacré à la promotion du développement économique et social, à la réduction des asymétries, à la



La réserve fédérale des Etats-Unis

réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et à la convergence et complémentarité des processus d'intégration économique» (14). Depuis la tribune, le président bolivien Evo Morales a déclaré que «cette banque doit être un premier pas vers la création d'une monnaie propre à l'Amérique du sud». Le président brésilien Lula a déclaré que «la Banque du Sud est un pas important pour renforcer l'autonomie financière de l'Amérique du sud». Rafael Correa, le président équatorien, a déclaré, lui, qu'elle «sera au cœur d'un réseau financier pour le développement, comme alternative au FMI» et qu'elle «permettra de mettre fin à (son) horrible politique financière». Quant à Hugo Chavez, le président vénézuélien, il a relevé que cette nouvelle institution constitue «l'union de l'effort des pays d'Amérique du sud pour combattre la pauvreté, la misère, la marginalité, l'analphabétisme, pour garantir à nos peuples l'éducation, la santé, le logement et un emploi, (digne). Il s'agit d'un instrument pour la libération» (15).

En Asie, les choses avancent aussi de façon ambivalente. En 2000, déjà, après les terribles traumatismes imposés par le FMI en réponse à la crise dite «asiatique» de 1997, les dix nations du Sud-Est asiatique plus la Chine, la Corée et le Japon (l'Asean+3), se sont dotés d'un système bilatéral d'assistance mutuelle contre les crises monétaires : un pays en bute à des spéculations contre sa monnaie peut tirer chez un voisin les réserves de dollars nécessaires à sa défense. En mai 2007, à Kyoto, les mêmes sont convenus d'accepter «à l'unanimité le principe qu'un système commun de réserves (autogéré) est une forme acceptable d'aide multilatérale». Ils ont admis que cela constituait «une étape importante vers la mise en place d'une structure progressive de mécanisme régional de soutien aux liquidités» (16).

C'est l'idée ambivalente de la création d'un Fonds monétaire asiatique (FMA) qui ainsi reprend de la vigueur. Bien sûr, le débat ne fait que commencer sur le rôle respectif de la Chine et du Japon dans une structure de ce type et sur ses missions. Certes, un tel Fonds pourrait, comme semble l'envisager les dirigeants coréens ou japonais, travailler en collaboration étroite avec le FMI tel qu'il est fondamentalement devenu, lui servant en quelque sorte de béquille, mais ce peut être aussi une contribution à un changement radical progressif de cette institution si critiquée dans toute l'Asie, vers un nouvel ordre monétaire international.

Par ailleurs, le Conseil de coopération du Golfe, dont font partie, notamment, les grands exportateurs proche-orientaux d'hydrocarbures, a annoncé son intention de lancer le «dinar du Golfe», monnaie régionale commune qui pourrait être mise en circulation d'ici à 3 ans. Ce Conseil regroupe, en plus des Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, le Qatar et le sultanat d'Oman.

Fin novembre 2007, le gouverneur du Dubaï International Financial Center (DIFC), a déclaré dans une interview au journal Al Bayane que trois pays producteurs de pétrole de la péninsule arabique, au moins, avaient l'intention de renoncer au rattachement de leur monnaie nationale au dollar US.

Le gouverneur de la Banque centrale des Emirats arabes Unis a fait savoir, le 15 novembre, que son institution «étudie sérieusement le renoncement au rattachement du dirham au dollar US et le changement de politique monétaire» suggérant que le dirham soit rattaché à un panier de monnaies.

■ Quatrième processus et point d'appui : la tendance croissante à la mise en cause du monopole du dollar dans le commerce mondial des ressources énergétiques.

Cela concerne, avant tout, les adversaires les plus affirmés de la domination des Etats-unis : l'Iran et le Venezuela. Le premier, a invité récemment ses partenaires de l'OPEP à renoncer au dollar pour le commerce énergétique : «Dans les transactions économiques, commerciales et pétrolières, il faut le remplacer par une autre monnaie, plus fiable» (17) a déclaré Mahmud Ahmadinejad son président.

Certes, l'Arabie Saoudite, féal sujet des Etats-Unis, a bloqué en novembre la proposition de l'Iran et du Venezuela d'examiner la question d'un refus éventuel de l'OPEP de vendre du pétrole en dollars pour passer à un panier de monnaies. Cependant, six pays du Golfe persique devraient étudier de nouveau la possibilité de vendre leur brut contre d'autres devises (18). De même, le vice-président du conseil d'administration de l'entreprise Gazprom, Alexandre Medvedev, a déclaré, le 3 novembre à New-York, que le monopole russe du gaz envisageait de vendre du pétrole et gaz contre des roubles, plutôt que des dollars, et «plus tôt qu'on ne le pense» (19).

Tout cela est bien évidemment très ambivalent.

La question du dépassement du dollar comme monnaie commune mondiale est désormais ouverte en pratique avec la crise de son système de domination désormais flagrante.

La tentative engagée par l'Union européenne avec l'euro conçu, à la fois, comme une béquille et une rivale du dollar pour un partage, avec les Etats-Unis, de la domination financière sur le monde confirme à quel point cette façon de faire mène dans l'impasse. Elle pousse à un affaiblissement des potentiels européens en accentuant la pression des marchés financiers et la course à la rentabilité financière avec, notamment, la baisse obsessionnelle des coûts salariaux, l'insuffisance épouvantable des dépenses de formation, de recherche et d'investissements matériels efficaces, les exportations massives de capitaux... surtout vers les Etats-Unis.

Comme le souligne Denis Durand, «chercher à détrôner le dollar en rajoutant dans la soumission aux marchés financiers et dans la répression des salaires et de l'emploi (...)» ne fait « qu'approfondir les impasses de la construction actuelle et le divorce entre les politiques menées et les citoyens» (20).

De ce point de vue, il est évident que les recherches d'union monétaire régionale ailleurs dans le monde peuvent être facteur d'accroissement des antagonismes, poussant à des affrontements monétaires meurtriers, s'ils sont conçus dans cette double optique de béquille et de rivalité dans la domination avec le dollar.

En fait, il faudra que ces constructions comptent beaucoup plus avec les besoins colossaux de développement social et culturel des populations concernées, compte tenu, tout simplement, de l'ampleur des masses humaines concernées. L'enjeu du reflux du marché financier et de l'hégémonie du dollar par la conquête d'une nouvelle maîtrise de la monnaie et du crédit pour, plus que tout, sécuriser et promouvoir l'emploi, la formation, la retraite, la santé, le logement, la recherche... devrait être beaucoup plus mûr et plus puissant que cela ne l'a été pour le lancement de l'euro.

Le besoin de radicalité de ces tentatives nouvelles devrait prendre une tournure beaucoup plus aiguë lors de la prochaine récession mondiale avec les luttes sociales et alter-mondialistes qui sont appelées à se développer. Celle-ci pourrait aussi placer les Européens devant l'exigence d'une critique, elle-même radicale, du type actuel de construction de leur union, non pour reculer sur ce défi, mais pour le traiter en ligne avec les aspirations et les luttes populaires pour sécuriser l'emploi, la formation, tous les moments de la vie de chacun-e.

C'est à la question même d'un essor sans précédent des services publics et des biens communs à toute l'humanité que doit répondre aujourd'hui le système monétaire international, en liaison avec la nécessité absolue de faire refluer de façon continue le chômage, la précarité, comme avec les enjeux démographiques et écologiques brûlants. Et on mesure ici combien est décisive la maîtrise du crédit et de la monnaie à considérer, eux-mêmes, comme des «biens publics» qu'il faut dégager de la tutelle des marchés financiers. Bien sûr, cela passe par l'annulation indispensable de la dette des pays pauvres, mais il s'agit, au-delà, de mobiliser les nouveaux financements considérables et dynamiques que de telles perspectives appellent. Ce qui est en jeu c'est l'accomplissement d'une véritable révolution monétaire avec la promotion d'une

monnaie commune mondiale de coopération, «élément le plus fondamental d'une refondation du FMI» comme le souligne Paul Boccara. Construite à partir des droits de tirages spéciaux (DTS), elle «permettrait une création monétaire mondiale en commun, pour des crédits longs à taux très bas ou même zéro, ou encore des dons (à la façon d'une sorte de plan Marshall), en fonction de l'importance des populations et des besoins de développement, pour un programme de co-développement mondial, de l'alimentation à l'éducation» (21).

Cela requiert de rompre avec le «bushisme», pour une jonction entre l'Union européenne et les pays émergents, pour une nouvelle alliance permettant de s'émanciper pacifiquement de la domination commune des Etats-Unis, du dollar et des marchés financiers.

■ Cinquième processus et points d'appui : La Chine.

Elle est désormais au tout premier rang des potentiels de mise en cause de la domination du dollar. Mais elle a besoin de coopérer étroitement avec d'autres victimes de cette domination, l'Union européenne notamment, pour s'en émanciper (voir l'article sur la Chine). ■

(5) *Les Echos* du 7 novembre 2007 : «Vers un record d'investissements directs étrangers en 2007».

(6) CNUCED, rapport 2007 sur l'investissement dans le monde, «Sociétés transnationales, industries extractives et développement».

(7) Banque centrale européenne. *Bulletin mensuel*, décembre 2007, p.93.

(8) Delalande P. : «Déficits américains, excédents chinois: où mènent-ils ?». *Futuribles*, 325, décembre 2006.

(9) Pour une présentation pédagogique de ce phénomène on peut se reporter notamment à Delaunay J.-C. : *Le dollar, monnaie mondiale*. Fondation Gabriel Péri. 2006. On pourra aussi se reporter utilement à Durand D. : *Un autre crédit est possible !* Le Temps des Cerises, coll. ESPERE. Ce livre replace de façon éclairante l'analyse de ces mécanismes dans les enjeux de transformations systémiques du local au mondial.

(10) OCDE. *International Investment Perspectives*. 2007 Edition. Table 2-1, p.17.

(11) R. Hiault : «Pourquoi le dollar baisse» - *Les Echos* du 5 novembre 2007.

(12) Idée dont la paternité revient à Paul Boccara. On pourra se reporter, entre autres, aux actes du Congrès Marx International II, «le capitalisme, critiques, résistances, alternatives», Universités de Paris I et Paris X, 30/09- 3/10/1998, *Actuel Marx*. P. Boccara y expose particulièrement une présentation de ses propositions pour un système de sécurité d'emploi ou de formation, une monnaie commune européenne et une monnaie commune mondiale.

(13) P. Boccara : «Vers un replâtrage ou vers une refondation du FMI». *Economie et Politique*, 638-639, septembre-octobre 2007, pp.38-40.

(14) TeleSur, « La banque du sud est née à Buenos Aires », 1^{er} décembre 2007. www.cadtm.org/spip.php?article2983.

(15) Ibid.

(16) Cité par L. Chemineau : «la solidarité, arme anti-crise de l'Asie», *La Tribune*, juillet 2007.

(17) Cité par RIA Novosti le 14 décembre 2007.

(18) Ibid.

(19) Ibid.

(20) Durand D. Op. cit. p. 320.

(21) Boccara P. Op. cit. p. 40.